



Tunisie: Le gouvernement d'« union » se fracture tandis que les protestations se poursuivent

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 21 janvier 2011

[WSWS](#) 21 janvier 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Au moins cinq ministres ont été forcés de quitter le gouvernement d'union nationale moins d'un jour après sa formation, face à l'hostilité de masse de le voir dominé par le parti du président déchu Zine El Abidine Ben Ali.

Plusieurs membres du parti d'opposition avaient pris des postes ministériels mineurs mais personne n'était dupe que le nouveau gouvernement n'était rien d'autre qu'un front pour la continuation du régime du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) de Ben Ali.

Le premier ministre Mohammed Ghannouchi était l'un des huit ministres issus du gouvernement précédent, dont le président intérimaire, Foued Mebazaa, le ministre de l'Intérieur Ahmed Friaa, le ministre des Affaires étrangères Kamal Morjane et les ministres de la Défense et des Finances. Le gens du RCD occupaient tous les postes clé, tandis que les opposants servent de façade dans des ministères mineurs, parfois créés à dessein.

Mais, avec les protestations qui se poursuivent et se concentrent sur le rôle du RCD dans le nouveau gouvernement, trois ministres appartenant à l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) – le secrétaire d'Etat au Transport Anouar Ben Gueddour, ministre sans portefeuille, Abdeljelil Bedoui et le ministre de la Formation et de l'Emploi, Houssine Dimassi – ont démissionné. Le ministre de la Santé, Mustapha Ben Jaafar du Forum démocratique pour le Travail et les Libertés (FDTL) a fait de même.

La ministre de la Culture, Moufida Tlatl « envisageait de démissionner »

Ghannouchi se trouvait déjà confronté à des difficultés grandissantes pour justifier son gouvernement. En proclamant la bonne foi des anciens acolytes de Ben Ali en matière de démocratie, il a dit dans une interview radiophonique, « Ce qu'il faut éviter, c'est la chasse aux sorcières. Ce qu'il faut assurer, c'est la réconciliation nationale. Beaucoup de ministres qui faisaient déjà partie du gouvernement précédent avec l'ancien président, ont tout fait pour lutter pour l'intérêt général. »

Ils ont tous « les mains propres et une grande compétence, » a-t-il ajouté, « Grâce à leur dévouement, ils ont réussi à réduire la capacité de nuisance de certains. »

Une réunion du plus grand parti d'opposition, le Parti démocratique progressiste dirigé par Ahmed Najib Chebbi, nouveau secrétaire du développement régional, avait été explosive. Alors que Chebbi restait assis, la tête entre les mains, un membre du parti a demandé, « Comment le meurtrier peut-il être notre dirigeant aujourd'hui ? »

En début de soirée, le premier ministre et le président intérimaire avaient déjà tous deux annoncé leur démission tardive du RCD.

Ces manoeuvres avaient été rendues nécessaires par les protestations de colère dans la capitale, Tunis, ainsi qu'à Sfax, Regueb, Kasserine et Sidi Bouzid.

Des heures durant, des manifestants ont défié la brutalité policière grandissante afin d'exprimer leur hostilité à la tentative de reconstituer la dictature de Ben Ali sans Ben Ali. Les manifestations avaient débuté par quelques centaines de personnes marchant vers les quartiers généraux de l'UGTT pour protester contre sa participation dans le gouvernement. « Pas de reste de l'ancien régime ! » scandaient les manifestants. « Citoyens et martyrs, le gouvernement est toujours le même. Nous protesterons, nous protesterons jusqu'à l'effondrement du gouvernement ! »

La police anti-émeute a répliqué avec des matraques, des boucliers et du gaz lacrymogène. L'on a vu un manifestant à terre roué de coups puis frappé à coups de pied à plusieurs reprises. Un autre a eu le bras cassé. Ceux qui essayaient de s'enfuir ont été frappés à coups de matraque. Une vidéo a été diffusée montrant des tireurs d'élite tirant à maintes reprises sur les manifestants dans la ville de Bizerte, au nord de la Tunisie.

Le nouveau ministre de l'Intérieur, Ahmed Friaa, du RCD, a fait une déclaration publique : « Nous remercions le peuple qui s'est battu pour la liberté et aidé le pays durant la crise mais nous punirons aussi tous les criminels qui nous ont terrorisés. Oui à la liberté, oui à la démocratie, non à l'anarchie et au chaos. »

Les commentaires publics montrent la colère intense que le gouvernement bidon de Ghannouchi est en train d'essayer d'étouffer.

« Le nouveau gouvernement est une mascarade. C'est une insulte à la révolution qui a fait des victimes et fait couler du sang, » a dit un manifestant.

« Rien n'a changé, » a dit un enseignant, Mohamed Cherni, qui a été torturé par la police de Ben Ali. « C'est toujours le même régime qu'avant, et donc nous continuerons à lutter. »

« Je crains qu'on nous vole à moi et à mon peuple notre révolution. Ce sont eux qui ont opprimé le peuple pendant 22 ans, » a dit Ines Mawdud, étudiante de 22 ans.

Sur une page tunisienne de Facebook on peut lire, « Le RCD, parti de la dictature et symbole du totalitarisme et de la tyrannie, est encore aux commandes. »

Sur une autre page de Facebook on lit, « Le dictateur est tombé mais pas encore la dictature. Il faut que les Tunisiens poursuivent leur mission. »

Les bureaucrates syndicaux et les opposants ont été obligés de démissionner, mais ils n'ont donné ni explication ni excuse pour avoir rejoint le gouvernement en premier lieu. Le fait est que leur participation était devenue intenable.

Plus tôt dans la journée, une réunion extraordinaire de l'UGTT avait décidé de ne pas reconnaître le nouveau gouvernement. « C'est en réponse aux revendications de la rue, » a dit l'organisateur syndical Abid al-Briki.

Toutefois, le fait que ces individus aient quitté le pouvoir ne change pas leurs objectifs

essentiels -décapiter l'opposition au sein de la classe ouvrière et sauver le capitalisme tunisien.

Chaque jour qui passe, les contradictions sociales sous-jacentes à ce qu'on appelle la « Révolution du Jasmin » deviennent plus apparentes. L'une des observations les plus importantes concernant les protestations de masse en Tunisie a été faite par David D. Kirkpatrick du *New York Times*. Il écrit, « Dans les rues, la révolution tunisienne continue d'évoluer. Elle a débuté dans les provinces en grande difficulté par des revendications pour plus d'emplois, notamment de la part d'un nombre grandissant de jeunes diplômés universitaires tunisiens, dont on estime que près d'un tiers sont sans emploi ou sérieusement sous-employés. Elle s'est propagée aux travailleurs, aux petits entrepreneurs et aux professions libérales de la côte, comme une révolte dirigée surtout contre la corruption flagrante liée à la famille de M. Ben Ali.

« Mais, lundi, les manifestants dans les rues semblaient davantage être issus de la classe ouvrière, et parmi eux il y avait quelques anciens dissidents endurcis qui avaient été maltraités par le gouvernement de M. Ben Ali. »

Contrairement à cela, écrit-il, « Loin de la rue, certains Tunisiens exerçant des professions libérales et qui la semaine passée pestaient contre le gouvernement de M. Ben Ali, ont dit qu'ils étaient enthousiasmés par les premiers pas prudents du nouveau gouvernement. »

Un autre aspect important des protestations est leur volonté de défendre le droit démocratique du mouvement islamiste El Nahda pour qu'il puisse fonctionner légalement. Néanmoins les manifestations demeurent, de manière générale, hostiles à l'Islam politique qui avait très peu d'influence dans le mouvement d'opposition principalement laïc.

Le gouvernement a dit que le dirigeant d'El Nadhar, Cheik Rashid el-Ghannouchi, ne serait en mesure de revenir en Tunisie qu'après qu'une loi d'amnistie a été adoptée invalidant un ordre d'exclusion de 1991.

Le danger de voir une telle insurrection véritablement populaire se propager au-delà de la Tunisie est la préoccupation centrale des puissances impérialistes tout comme des régimes arabes.

Cela ne s'est pas produit jusqu'à présent. Mais des manifestants en Egypte, en Algérie et en Mauritanie ont imité l'immolation par le feu qui avait initialement déclenché les protestations de masse en Tunisie.

Avant-hier, en Egypte, un homme s'est immolé au Caire - le troisième en à peine deux jour et le deuxième dans la même journée.

Un jour plus tôt, des manifestants en Mauritanie et en Algérie s'étaient immolés par le feu. Quatre personnes ont tenté de s'immoler en Algérie depuis le début de la révolte en Tunisie.

La Ligue arabe s'est réunie aujourd'hui à Charm el-Cheick, en Egypte, dans le but défini de discuter du commerce et du développement. C'est la Tunisie qui a fixé son véritable ordre du jour. Hier, Mohammad al-Sabah du Koweït a dit, lors d'une réunion préparatoire des ministres des Affaires étrangères, « Le monde arabe assiste aujourd'hui à un développement politique sans pareil et connaît de réels défis dans le domaine de la sécurité nationale arabe. Des pays se désagrègent, des gens organisent des soulèvements. et les citoyens arabes se demandent : Est-ce que le régime arabe actuel est capable de faire face

à ces défis de manière dynamique ? »

Le ministre tunisien nouvellement nommé, Kamel Morjane, était présent à la réunion. Il aura fait comprendre clairement à ses homologues à quel point leur position est subitement devenue précaire.

Pour souligner l'ampleur de la crise à laquelle les régimes arabes sont confrontés, l'indice de référence égyptien a enregistré hier sa plus forte baisse depuis mai dernier suite au mouvement de retrait d'investisseurs étrangers. Selon Bloomberg, « Des étrangers, si on exclut les investisseurs arabes, ont été des vendeurs net de 226,5 millions de livres égyptiennes (38,9 millions de dollars). 'Les investisseurs d'outre-mer réduisent leurs positions en raison du risque politique accru émanant de ce que nous avons vu en Tunisie,' a dit Ahmed Alseesi, le chef des activités de vente pour les institutions du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord chez Acumen Securities au Caire. »

La bourse tunisienne a suspendu ses cotations.

Article original, [WSWS](#), paru le 19 janvier 2011

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Chris Marsden](#), [WSWS](#), 2011

Articles Par : [Chris Marsden](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca